

Termes de références – Expertise Court Terme

Appel à candidature

Objet : Recrutement d'un expert court-terme pour la rédaction d'une stratégie technique portant sur le renforcement des capacités nationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de recouvrement des avoirs financiers des groupes criminels en Equateur.

INFORMATION GENERALES

Intitulé de la prestation	Expert court-terme pour la rédaction d'une stratégie technique portant sur le renforcement des capacités nationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de recouvrement des avoirs financiers des groupes criminels en Equateur.
Projet	Programme d'assistance technique visant à renforcer la réponse de l'Équateur à sa crise sécuritaire et à construire des communautés résilientes (ECUASEC)
Activité	Contribution à la rédaction du Document d'Action
Pays / ville	Equateur
Durée totale des jours prévus	08j maximum
Calendrier	Août 2024

1. CONTEXTE

L'Équateur est confronté à une crise sécuritaire importante qui s'explique à travers des problèmes structurels aggravés par le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces facteurs affectent les secteurs public et privé, augmentent la vulnérabilité de la population et affaiblissent la gestion du gouvernement en raison de la corruption. L'instabilité criminelle s'est infiltrée dans les institutions publiques, augmentant l'insécurité sociale, juridique, commerciale et territoriale et aggravant les conflits existants.

Le trafic de drogue, qui représente 23 % de l'activité criminelle dans le pays, favorise le blanchiment d'argent et la corruption. Les conflits entre bandes criminelles et la violence dans les prisons créent des structures de pouvoir parallèles aux structures démocratiques. En outre, le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes les rend vulnérables au recrutement par des gangs criminels, ce qui met en danger le développement du pays. Cette situation perturbe également les chaînes logistiques mondiales et les entreprises d'exportation, menaçant les accords commerciaux en raison de l'infiltration croissante de criminels.

Le projet vise à renforcer la gouvernance et la résilience sociale par une Action coordonnée entre l'Europe (France, Italie et Espagne) et l'Équateur afin de protéger les citoyens, leurs moyens de subsistance et la continuité des institutions démocratiques, préservant ainsi le bien-être du pays et ses relations internationales.

La première composante « Renforcer les capacités nationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de recouvrement des avoirs financiers des groupes criminels organisés »,

visé deux résultats :

- (1) Le renforcement des capacités de coordination et d'enquête des institutions gouvernementales chargées de l'application des lois, des autorités judiciaires et du ministère public, en s'attaquant à la criminalité organisée conformément aux recommandations du GAFILAT
- (2) L'identification de moyens appropriés pour améliorer les systèmes d'alerte et la communication entre les différents acteurs pour le traitement des données pertinentes en matière de criminalité financière pour optimiser la sécurité dans l'échange de renseignements UAFE-PS. Et la mise en œuvre des systèmes d'information d'alerte et de détection et optimiser la sécurité des communications.

Le **premier résultat**, se divise en deux piliers :

- Le premier pilier, intitulé « Follow the money », regroupe les recommandations du GAFILAT visant à renforcer les capacités de coordination et d'enquête de la police, des autorités judiciaires et du ministère public. Ce pilier est lui-même subdivisé en trois catégories : Recherche, Poursuites pénales et Coordination entre agence.
- Le second pilier concerne le recouvrement d'avoirs et se concentre sur les recommandations du GAFILAT sur ce volet grâce au renforcement des capacités du groupe GEIRA (*Accord de coopération pour la formation du Groupe de liaison interinstitutionnel pour le recouvrement des avoirs*).

Le **second résultat** se divise également en deux piliers :

- Le troisième pilier concerne la mise en place de comités d'enquête interopérables et interdisciplinaires pour renforcer l'échange d'informations en appui aux opérations de blanchiment de capitaux menées par les services de renseignement financier ;
- Le quatrième pilier porte sur l'utilisation d'outils technologiques pour soutenir ces comités et permettre d'enquêter et de détecter les flux financiers illicites ainsi que le recouvrement d'avoirs.

2. OBJECTIFS ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS

Objectifs

Le présent appel à candidatures vise à recruter un expert technique spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le recouvrement des avoirs. L'expert sera chargé de rédiger plusieurs parties techniques d'un document d'action (Description of Action) en vue de renforcer les capacités des institutions équatoriennes dans ces domaines.

L'expert devra également proposer plusieurs activités à mettre en œuvre dans le projet.

Résultats

- Fournir une analyse du contexte sécuritaire de l'Équateur en relation avec le blanchiment d'argent et le recouvrement des avoirs.
- Rédiger des parties techniques du document d'action, incluant :
 - L'état des lieux actuel des capacités nationales en matière de lutte contre le blanchiment d'argent.
 - Les recommandations du GAFILAT pour le renforcement des capacités de coordination et d'enquête des institutions gouvernementales.
 - Les stratégies pour l'optimisation des systèmes d'alerte et de communication pour la sécurité dans l'échange de renseignements financiers.
- Élaborer des stratégies de mise en œuvre pour les systèmes d'information d'alerte et de détection.
- Proposer des mécanismes de renforcement des comités d'enquête interopérables et interdisciplinaires.
- Recommander des outils technologiques pour soutenir les comités et permettre l'enquête et la détection des flux financiers illicites.
- Rédiger un rapport détaillé des résultats et des recommandations.

3. INDICATIONS RELATIVES A LA PRESTATION DE L'EXPERT

L'expert travaillera en coordination continue et étroite avec la chargée de projet en charge du développement du projet.

La durée de la prestation est de 8 jours de travail et se répartit comme suit :

N°	Activités	NOMBRE DE JOURS
1	Phase préparatoire (<i>entretien</i>)	01
2	Phase de collecte de données	02
3	Phase de rédaction	03
4	Phase restitution et validation des documents	02
	Total des jours	08

4. PROFIL DE L'EXPERT

Le candidat doit posséder les qualifications et compétences suivantes :

Formation académique : Diplôme universitaire avancé (Master ou Doctorat) en droit, sciences politiques, sécurité internationale, finances, ou dans un domaine connexe.

Expérience professionnelle : Minimum de 10 ans d'expérience avec une expertise avérée en lutte contre le blanchiment d'argent et le recouvrement des avoirs.

Compétences techniques :

- Connaissance approfondie des mécanismes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.
- Expérience dans l'utilisation et la mise en œuvre de systèmes d'information et de technologies pour la détection et l'enquête sur les flux financiers illicites.
- Compétence en échanges d'informations et/ou en enquête judiciaire et policière.

Compétences linguistiques : Maîtrise du français et ou de l'anglais. Une maîtrise de l'espagnol serait un avantage.

Autres compétences :

- Excellente capacité de rédaction et de communication.
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des groupes interdisciplinaires.
- Compétence en analyse stratégique et en formulation de recommandations politiques et techniques.

5. MODALITES DE SELECTION

Les soumissionnaires intéressés doivent transmettre :

- Un Curriculum vitae
- Une offre technique et financière comprenant :
 - Une note méthodologique présentant le déroulé de la prestation, les principaux contenus à aborder durant la formulation du projet, la méthodologie à suivre ainsi qu'un calendrier récapitulatif le nombre de jours de travail estimés.
 - Une offre financière.

Les offres sont à envoyer au plus tard le 30 août.

L'appréciation de l'offre sera fondée sur les critères suivants avec leur pondération : Qualification de l'expertise (30%), offre technique (40%), offre financière (30%).